

Unité Départementale de la Somme  
Équipe 2  
Pôle Jules Verne  
12, rue du Maître du Monde  
80 440 GLISY

Glisy, le 24/03/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/02/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **GALLOO FRANCE SA AMIENS (EX NORMAND)**

11 rue du Fossé Warin  
80000 AMIENS

Références : 2022 - E20061

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2022 dans l'établissement GALLOO FRANCE SA AMIENS (EX NORMAND) implanté au 11 rue du Fossé Warin 80000 AMIENS . L'inspection a été annoncée le 01/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action régionale relative à l'accidentologie des centres de véhicules hors d'usage.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GALLOO FRANCE SA AMIENS (EX NORMAND)
- 11 rue du Fossé Warin 80000 AMIENS
- Code AIOT dans GUN : 0005103859
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société GALLOO FRANCE est implantée au 11 rue du Fossé Warin (parcelles cadastrées KW 27 et 582 et ZO 72) au sein de la zone industrielle nord d'Amiens depuis 1997, et exploite un centre de récupération et de tri de métaux, et de véhicules hors d'usage (VHU).

L'établissement a été initialement autorisé, par arrêté préfectoral en date du 26 mars 1997 à exploiter un chantier de récupération, de stockage, de démontage, de conditionnement et de

négoce de produits et objets métalliques, déchets de métaux, d'alliages et de résidus métalliques et de carcasses de véhicules retirés de la circulation publique. Suite à la parution du décret n°2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature ICPE introduisant les rubriques spécifiques relatives aux déchets, le site bénéficie d'un certificat d'antériorité du 9 novembre 2011 actant de la situation administrative du site.

La société GALLOO FRANCE dispose d'un agrément pour effectuer le stockage, la dépollution et le démontage de véhicule hors d'usage renouvelé par arrêté préfectoral du 8 novembre 2018.

**Le thème de la visite retenu est le suivant :**

- accidentologie des centres de véhicules hors d'usage

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8	/	Sans objet
Positionnement des équipements d'alerte et de secours	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21	/	Sans objet
Installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 18	/	Sans objet
Moyens de défense incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24	/	Sans objet
Poteaux / Bassins	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20	/	Sans objet
Détection incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 19	/	Sans objet
Travaux	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 23	/	Sans objet
Signalisation des risques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8	/	Sans objet
Etiquetage	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 9	/	Sans objet
Eaux incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25	/	Sans objet
Exutoires de fumées	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 12	/	Sans objet
Accessibilité	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 13	/	Sans objet
Clôture	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 15	/	Sans objet
Détection incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 19	/	Sans objet
Moyens de lutte incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20	/	Sans objet
Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 22	/	Sans objet
Entreposage	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les locaux techniques où sont entreposés des déchets issus de la dépollution des VHU ne disposent

pas de détecteurs des fumées.

Par courrier du 9 mars 2022, l'exploitant précise avoir pris l'attache d'une société en charge de la surveillance anti-intrusion sur le site afin d'analyser la mise en place d'un dispositif de détection de fumées et qu'une personne de cette société doit intervenir le 9 mars 2022.

Par appel téléphonique du 22 mars 2022, l'exploitant précise avoir ce jour donner "bon pour accord" pour le devis en date du 18 mars 2022 et que la livraison des équipements est estimée à 6 à 8 semaines et une durée d'installation d'une dizaine de jours.

Compte-tenu du délai prévisionnel inférieur à 3 mois pour installer les détecteurs des fumées, l'inspection des installations classées ne propose pas de projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure à Madame la Préfète.

L'inspection des installations classées formule deux observations relatives aux justificatifs concernant l'article 19 "Systèmes de détection et d'extinction automatiques" de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage).

## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle : Localisation des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan localisant les risques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières, substances ou produits mis en œuvre, stockés, utilisés ou produits, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques...) [...]. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.
<b>Constats :</b> Un plan d'intervention en date du 10 février 2021 où figurent les risques et moyens incendie a été présenté en séance. L'exploitant précise que ce plan est en cours de mise par un prestataire. L'exploitant a transmis par courriel le plan présenté en séance à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Positionnement des équipements d'alerte et de secours

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit et tient à jour le plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans des locaux, qu'il tient à disposition des services d'incendie et de secours, ces plans devant mentionner, pour chaque local, les dangers présents. Il établit également le schéma des réseaux entre équipements précisant la localisation des vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement.
<b>Constats :</b> Un plan des réseaux en date du 28 septembre 2017 (transmis par courriel) et un plan d'intervention en date du 10 février 2021 où figurent les risques et les moyens incendie ont été présentés en séance.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification périodique des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.
<b>Constats :</b> Le rapport de vérification des installations électriques du 7 juin 2021 a été présenté en séance puis transmis par courriel à l'inspection des installations classées. Aucune observation n'est formulée. En cas d'observations formulées par la société ayant réalisé le contrôle périodique des installations électriques, l'exploitant précise que ceux sont intégrées dans un plan d'actions d'entreprise afin d'être traitées.  L'exploitant précise qu'il réalise un contrôle thermographique périodique des installations électriques sur les sites disposant de broyeur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Moyens de défense incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification périodique des extincteurs/RIA/exutoires/portes coupe feu
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) [...]. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
<b>Constats :</b> Un rapport de vérification des extincteurs en date du 6 septembre 2021 a été présenté en séance puis transmis par courriel. Parmi les 54 extincteurs, 53 extincteurs sont qualifiés "en bon état" et l'extincteur n°17 (poudre polyvalente ABC de 50 kg près de la cuve gasoil) est à remplacer. Cet extincteur n'a pas été remplacé et a été constaté lors de la visite sur site. Par courriel du 2 mars 2022, l'exploitant a indiqué son bon pour accord au devis pour remplacer l'extincteur n°17.  Un rapport de vérification des 3 dispositifs de désenfumage en date du 6 septembre 2021 a été présenté en séance puis transmis par courriel. Les 3 dispositifs sont qualifiés "correct".  Les installations ne disposent pas de portes coupe-feu et de colonnes sèches. L'activité de dépollution de VHU est réalisé sous un préau.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Poteaux / Bassins**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Débits des poteaux/Bassin
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :[...] d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) [...] permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. [...]. A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m <sup>3</sup> /h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau[...]
<b>Constats :</b> Un rapport de vérification des deux poteaux incendie en date du 6 septembre 2021 a été présenté en séance puis transmis par courriel. Les débits sous 1 bar pour les poteaux incendie 1 et 2 sont respectivement de 63 m <sup>3</sup> /h et 63 m <sup>3</sup> /h. La société ayant réalisé la vérification mentionne l'observation suivante : "Seul le SDIS (Service Départemental Incendie et Secours) est habilité à déclarer conforme un PEI".  L'exploitant indique qu'il ne réalise pas d'exercice avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) 80 néanmoins un agent du SDIS 59 effectue la formation équipier de seconde intervention sur le site d'Amiens.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Détection incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification périodique des détecteurs
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque local technique est équipé d'un dispositif de détection des fumées. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. [...] Il rédige des consignes de maintenance et organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. [...]
<b>Constats :</b> Les locaux techniques où sont entreposés des déchets issus de la dépollution des VHU ne disposent pas de détecteurs des fumées. Compte-tenu de l'absence de détecteurs des fumées, l'exploitant ne peut pas réaliser de vérification périodique, n'a pas rédigé de consignes de maintenance et n'a pas effectué des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Par courrier du 9 mars 2022, l'exploitant précise avoir pris l'attache d'une société en charge de la surveillance anti-intrusion sur le site afin d'analyser la mise en place d'un dispositif de détection de fumées et qu'une personne de cette société doit intervenir le 9 mars 2022. Par appel téléphonique du 22 mars 2022, l'exploitant précise avoir ce jour donner "bon pour accord" pour le devis en date du 18 mars 2022 et que la livraison des équipements est estimée à 6 à 8 semaines et une durée d'installation d'une dizaine de jours. Compte-tenu du délai prévisionnel inférieur à 3 mois pour installer les détecteurs des fumées, l'inspection des installations classées ne propose pas de projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure à Madame la Préfète.
<b>Observation 1 : Suite à l'installation des détecteurs de fumées, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, les justificatifs suivants :</b> - liste des détecteurs de fumées avec leur fonctionnalité, - consignes de maintenance, - tests et comptes rendus.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle : Travaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 23
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des permis
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, [...] Les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent y être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière. Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, ces documents sont signés par l'exploitant et par l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant précise qu'un permis de feu est délivré en cas de réparation des machines. S'agissant de l'activité d'oxycoupage réalisée face à la grue à grappin, celle-ci fait l'objet d'un plan de prévention interne avec la société extérieure et l'exploitant. Ce plan a été présenté en séance et a été signé par les deux parties sur la période du 29 novembre 2021 au 3 décembre 2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Signalisation des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Signalisation des risques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques...) et la signale sur un panneau à l'entrée de la zone concernée.
<b>Constats :</b> Dans la zone où est réalisée l'activité de dépollution des VHU et l'entreprise de certains déchets issus des VHU, les risques sont signalés par affichages pour le stockage des batteries sous le préau, le stockage des huiles et la station service ainsi que les bouteilles propanes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Etiquetage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etiquetage des substances
<b>Prescription contrôlée :</b> Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de dangers conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.
<b>Constats :</b> Les "substances" constatés (huiles, gasoil) dans la zone où est effectuée l'activité de dépollution des VHU disposent d'étiquettes répondant à l'alinéa de la prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Eaux incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> [...]V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. [...] Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. [...]
<b>Constats :</b> La zone où est réalisée l'activité de dépollution des VHU dispose d'un bassin de confinement des eaux incendie (petit bassin). La vanne dispose d'un affichage et protégée sous une plaque métallique puis par regard disposant d'une plaque métallique. Il n'a pas été vérifié si des tests réguliers du fonctionnement de cette vanne sont réalisés et le cas échéant consignés dans un registre.  La bassin de confinement a été constaté avec de l'eau, non propre (présence d'un dispositif pour récupérer les huiles) et étanche.
<b>Observation 2 :</b> L'exploitant précisera si il procède à des tests réguliers du fonctionnement de cette vanne et le cas échéant si il consigne ces tests dans un registre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Exutoires de fumées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exutoires de fumées
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC)[...] permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle (ou autocommande)[...].
<b>Constats :</b> Dans les 3 locaux à risque incendie liés à l'activité de dépollution des VHU, les commandes et les dispositifs de désenfumage ont été constatés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Accessibilité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité aux installations
<b>Prescription contrôlée :</b> I. Accès à l'installation L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.  II. Accessibilité des engins à proximité de l'installation. Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation [...]. En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engin permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.  [...]
<b>Constats :</b> Les installations disposent d'un accès routier via la rue du fossé Warin. Les voies de circulation de la zone où est effectuée l'activité de dépollution ont été constatées dégagées et accessibles au SDIS. Il a été constaté qu'aucun VHU en attente de dépollution et dépollué est entreposé l'un sur l'autre dans cette zone.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : Clôture

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Clôture
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est ceinte d'une clôture d'au moins 2,5 mètres de haut permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture. Tout dépôt de déchets ou matières combustibles dans les installations de plus de 5 000 m <sup>2</sup> est distant d'au moins 4 mètres de la clôture de l'installation.
<b>Constats :</b> Il a été constaté que la zone où est réalisée l'activité de dépollution des VHU dispose d'une clôture en bon état et probablement d'une hauteur d'au moins 2,5 mètres. Les déchets ou matières combustibles dans la zone dédiée à l'activité de dépollution sont distantes d'au moins 4 mètres de la clôture.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : Détection incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détecteurs
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque local technique est équipé d'un dispositif de détection des fumées.[...]
<b>Constats :</b> Les locaux techniques où sont entreposés des déchets issus de la dépollution des VHU ne disposent pas de détecteurs des fumées. Par courrier du 9 mars 2022, l'exploitant précise avoir pris l'attache d'une société en charge de la surveillance anti-intrusion sur le site afin d'analyser la mise en place d'un dispositif de détection de fumées et qu'une personne de cette société doit intervenir le 9 mars 2022. Par appel téléphonique du 22 mars 2022, l'exploitant précise avoir ce jour donner "bon pour accord" pour le devis en date du 18 mars 2022 et que la livraison des équipements est estimée à 6 à 8 semaines et une durée d'installation d'une dizaine de jours. Compte-tenu du délai prévisionnel inférieur à 3 mois pour installer les détecteurs des fumées, l'inspection des installations classées ne propose pas de projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure à Madame la Préfète.
<b>Observation 3 :</b> L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les justificatifs que chaque local technique où sont entreposés des déchets issus de la dépollution des VHU dispose de détecteurs des fumées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Poteaux / Bassin / Extincteurs
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : [...] - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) [...] implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil [...]. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances[...]. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter [...]. - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; [...] Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. [...]
<b>Constats :</b> Les installations disposent de deux poteaux incendie. Un poteau est localisé dans la zone où sont entreposés les VHU dépollués. L'autre poteau est dans une boîte métallique rouge où sont affichés "extincteurs" dans la zone de la grue à grappin. Les extincteurs en extérieur ont été vus protégés du froid par une housse.
<b>Observations :</b> L'exploitant veillera à ce que l'affichage du poteau incendie situé dans la boîte métallique rouge dans la zone de la grue à grappin permet de le localiser sans difficultés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Consignes d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 22
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes d'exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ;</li><li>- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;</li><li>- l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;</li><li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;</li><li>- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;</li><li>- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li><li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;</li><li>- les modes opératoires ;</li><li>- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;</li><li>- les instructions de maintenance et de nettoyage ;</li><li>- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.[...]</li></ul>
<p><b>Constats :</b> Les consignes suivantes n'ont pas été vérifiées :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- obligation de permis de feu,</li><li>- les modes opératoires,</li><li>- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou traitement des pollutions et nuisances générées,</li><li>- les instructions de maintenance et de nettoyage.</li></ul> <p>Les autres consignes ont été vues et/ou transmises par l'exploitant. Lors de la visite d'inspection aucun opérateur de dépollution des VHU était présent. Il n'a pas été possible de vérifier par sondage si un opérateur connaît ces consignes.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Entreposage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entreposage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution : L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack). [...] La zone d'entreposage est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation. Elle est imperméable et munie de dispositif de rétention. La zone d'entreposage des véhicules accidentés en attente d'expertise est une zone spécifique et identifiable. Elle est imperméable et munie de rétentions.</p> <p>II. Entreposage des pneumatiques : Les pneumatiques retirés des véhicules sont entreposés dans une zone dédiée de l'installation. La quantité maximale entreposée ne dépasse pas 300 m<sup>3</sup> et dans tous les cas la hauteur de stockage ne dépasse pas 3 mètres. L'entreposage est réalisé dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie. Si la quantité de pneumatiques stockés est supérieure à 100 m<sup>3</sup>, la zone d'entreposage est à au moins 6 mètres des autres zones de l'installation.</p> <p>III. Entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules terrestres hors d'usage : Toutes les pièces et fluides issues de la dépollution des véhicules sont entreposés à l'abri des intempéries. Les conteneurs réceptionnant des fluides extraits des véhicules terrestres hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydraulique, liquide de refroidissement...) sont entièrement fermés, étanches et munis de dispositif de rétention. Les pièces grasses extraites des véhicules (boîtes de vitesses, moteurs...) sont entreposées dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches. Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs spécifiques fermés et étanches, munis de rétention. [...] L'installation dispose de produit absorbant en cas de déversement accidentel.</p> <p>IV. Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage après dépollution : Les véhicules dépollués peuvent être empilés dans des conditions à prévenir les risques d'incendie et d'éboulement. La hauteur ne dépasse pas 3 mètres. Une zone accessible au public peut être aménagée pour permettre le démontage de pièces sur les véhicules dépollués. Dans cette zone, les véhicules ne sont pas superposés. [...]</p>
<p><b>Constats :</b> Il n'a pas été constaté d'entreposage par empilement de VHU en attente de dépollution et dépollués. La zone d'entreposage est éloignée des autres zones de l'installation et est sur dalle étanche et reliée au bassin de confinement (petit bassin).</p> <p>L'entreposage des pneumatiques est distante des autres zones de l'installation et est réalisé sur racks. Le volume constaté semble inférieur à 100 m3.</p> <p>Les pièces et fluides extraits des VHU ont été constatés sur rétention (préau disposant d'une cuve de rétention) et à l'abri semble t'il des intempéries notamment sous le préau. D'autres pièces et fluides extraits sont entreposés dans les locaux techniques.</p> <p>Du produit absorbant a été constaté dans la zone où est réalisée l'activité de dépollution des VHU.</p> <p>Aucun véhicule en attente d'expertise n'a été constaté. L'exploitant précise qu'il ne dispose pas de contrat pour cela.</p> <p>Aucune boîte de vitesse et aucun moteur n'ont été constatés.</p> <p>L'exploitant précise que le site d'Amiens n'a pas encore réceptionné de VHU électrique avec batteries. Il précise que si cela se produit, il y a une organisation interne avec le site d'Halluin (59).</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet